Comité Social d'Administration Local
29 octobre 2026
Déclaration liminaire CGT

Monsieur le président

Depuis fin septembre le mouvement des lycéens a réuni des centaines de milliers, d'entre eux, des étudiants et travailleurs dans des mouvements de contestation massifs !

Les manifestations contre la vie chère du 17 et 24 octobre ont réunis près de 800 000 personnes à travers toute la Française montrant l'opposition à la politique menée par le gouvernement Lecornu.
La violente répression de la mobilisation lycéenne et étudiante, s'est traduite par près de 8000 gardes à vue constituée de près de 85 % notamment de mineurs dont l'ampleur est donc inédite sous la Vème république, des dizaines de blessés graves, voire des mutilés !

La CGT dénonce ces violences et les atteintes aux libertés de manifester et également l'abus de pouvoir de certains préfets qui ont intimidé avec des courriers impératifs aux familles de Lycéens en garde à vue. Ce mépris de la séparation des pouvoirs, en dehors de tout cadre légal est inadmissible !
Le régime de la garde à vue n'est jamais une reconnaissance de culpabilité et celui-ci est dévoyé pour empêcher de manifester et menacer des lycéens de sanctions !

Le nouveau projet de loi « casseurs payeurs » souhaite créer une responsabilité collective pour toute personne se rendant dans une manifestation sans lien avec l'infraction de violence ou de dégradation reprochée, à rebours des principes fondateurs d'un Etat de droit comme le rappelle une tribune collective signée notamment par la CGT. Elle vise également à punir collectivement les familles pauvres en permettant de recouvrer des sommes sur les prestations sociales au mépris du principe d'insaisissabilité de ces prestations.

Par ailleurs de nombreuses violences ont également été commises les 17 et 24 octobre notamment en raison notamment des consignes et de la doctrine maintien de l'ordre qui visaient à réprimer la contestation et à protéger le gouvernement de celle-ci !

La politique sécuritaire du gouvernement a ciblé de nombreux manifestants pacifiques qui ont été nassés et blessés.

Le 17 octobre une jeune fille de 17 ans a perdu son œil, un jeune homme de 17 ans a perdu sa main, le carré de tête intersyndical de la manifestation de Toulouse a été visé par une grenade et quatre dirigeantes syndicales de la CGT et de la FSU ont été blessées.

La CGT condamne également les violences commises par des groupes d'extrême droite contre des manifestants notamment le 24 octobre et la passivité, si ce n'est la complicité des forces de l'ordre qui ont dans bien des cas laisser faire.

La CGT regrette les dégradations et les vols commis durant ces journées ! Elle le rappelle, les dégradations sont toujours instrumentalisées par le pouvoir, le patronat et l'extrême droite pour faire diversion des revendications et pour justifier la répression et les remises en cause des libertés publiques. Elle apporte tout son soutien aux salariés dans l'impossibilité de travailler à la suite des dégâts dans les mairies, services publics et commerces. La CGT demande à ce que leur salaire soit maintenu à 100 %.

La CGT dénonce :

- la répression consistant à envoyer en masse des mineurs en comparution immédiate, parfois dans des conditions de détention inhumaine (comme au dépôt de Bobigny) dans le seul but de mater la rébellion,
- la répression visant à empêcher la population d'exercer son droit constitutionnel de manifester à travers notamment une extension des couvre-feux et des périmètres d'interdiction de manifestation très larges,
- un traitement médiatique qui fait le jeu du gouvernement, occulte les revendications, réduit le mouvement à ses éléments les plus violents, instrumentalise les images pour distiller la peur, affaiblir les manifestations et justifier la répression,
- la menace de coupure des réseaux sociaux, méthode déjà utilisée pour faire taire la contestation en Nouvelle-Calédonie et maintenir l'héritage colonial en place. Cette méthode digne des régimes autoritaires a pour but de museler encore davantage la jeunesse et plus globalement tous les opposants à la politique Macroniste depuis une dizaine d'années !

La CGT s'interroge enfin sur les mesures prises par la DRFIP notamment le calfeutrage intégral des vitres du RAF par des panneaux de bois privant de la lumière du jour, les agents pendant leur repas et les salariés du RAF durant le service !

Sur l'ordre du jour, la fermeture de l'antenne de Bron de la Trésorerie Hospitalière sera actée, malgré notre vote contre ! La CGT condamne cette première attaque contre le réseau et les structures de la DRFiP, s'inscrivant dans un plan national, que nous nommons NRP2.
Les conséquences du précédent NRP sont désastreuses pour nos services :

- Eloignement du public
- Suppressions massives d'emploi
- Création de structures supra départementales
- Fusion de services, regroupement divers.
- Dématérialisation et procédure informatique pénalisant les populations les plus fragiles.
- Surcharge de travail.
- Qualité du travail empêchée.
- Explosion des RPS et de la souffrance au travail.
- Accroissement des suicides et tentatives de suicide.

Toutes ces conséquences sont largement documentées et malgré cela la DGFiP démarre un nouveau plan pluriannuel mortifère.

Ces attaques ont largement participé aux démantèlements des services publics et sont en lien direct avec la colère sociale actuelle, dénonçant les ravages dans le pays de 10 ans de marconistes.

La CGT réclame l'abandon du NRP2 et exige le développement des services publics permettant de prendre en charges les besoins de la population.
La CGT exige des moyens humains et des réorganisations pour que le travail dans nos services ne soit plus maltraitant pour les personnels.
La CGT revendique la hausse du point d'indice de 32% et une refonte des carrières pour que chaque agent puisse vivre dignement.

La CGT demande la prise en compte des revendications des lycéens, étudiants et travailleurs appelle à la mobilisation générale le 5 novembre prochain !

Elle appelle également à participer à la manifestation du 31 octobre !